



Photo d'archives Samuel COULON

Inquiétudes au sujet de l'Université

C'est Jacques Groperrin qui a mis le sujet sur la table vendredi : l'élu bisontin (LR) a souligné son « inquiétude forte » concernant le devenir de l'Université : « Il y a une vraie volonté en Bourgogne de faire exploser la Comue (Communauté d'universités et d'établissements, N.D.L.R.). Il faut qu'on soit vigilants. Je ne veux pas être alarmiste mais il vaut mieux se dire les choses. » Réponse de Jean-Louis Fousseret, le président (LREM) de l'Agglo : « Je crois comme vous qu'il y a un danger ; une volonté, effectivement, de faire exploser la COMUE. » D'où la décision d'être, financièrement, aux côtés de l'Université (et, donc, de « décaler » le projet d'équipement aqualudique de deux ans, apparemment). Et le président du Grand Besançon d'appeler les autres collectivités à mettre en place une « task force » : « Il s'agit de nous unir pour préserver cette université de grande qualité ».

La RN 57 fait toujours débat

Les élus Europe écologie-Les Verts y ont fait référence plusieurs fois lors des débats, vendredi : pourquoi ne pas renoncer au projet de mise à deux fois deux voies de la RN57 à Besançon « puisqu'on ne sait pas si on aura besoin de ce type d'infrastructures dans dix ans » ; cela permettrait d'investir dans « d'autres choses ».

Résultat : un « tackle » appuyé du maire de Montfaucon (« C'est un axe européen, je n'apprécie pas trop que les Bisontins s'arc-boutent contre ce projet »), et une grosse colère de Robert Stepourjine, le maire de Pirey « On rêve ! Comment peut-on s'opposer à un tel projet. Là, j'explose ! » Bref, un débat enflammé et une mise au point d'Anne Vignot (EELV). « Il faut cesser de dire, chaque fois qu'un Bisontin prend la parole, qu'il ne s'exprime que pour ses intérêts. Quand on défend l'environnement on ne parle pas seulement de Besançon ! »

Le Sybert reprend en régie une partie de ses activités

Le Sybert, syndicat qui assure le traitement des déchets de plusieurs communautés de communes ou d'agglo dont le Grand Besançon, fait face à plusieurs problématiques : une augmentation des normes réglementaires, une augmentation des demandes qualitatives (déchetterie, tri...) et une maîtrise des coûts « de plus en plus difficile ».

Pour ces raisons, le Sybert propose de reprendre en régie un certain nombre de prestations jusque-là effectuées par des prestataires. Gain attendu : 266 000 € d'économies mais aussi « une augmentation du service aux usagers » avec, notamment, la « présence systématique d'agents Sybert lors de l'accueil du public sur les 9 déchetteries principales ».